

Le renforcement de l'Autorité palestinienne n'équivaut pas au renforcement de la cause du peuple palestinien

La prise de position de Palestiniens et Juifs unis (PAJU) au sujet de la reconnaissance d'un État palestinien par l'ONU, publiée par L'Aut'Journal et reproduite ci-après, a pu surprendre tant les reportages des grands médias avait donné l'impression que la seule possibilité progressiste était l'appui à cette reconnaissance contre la volonté étasunienne (et canadienne). C'était oublié que la raison première de l'apparente audace de l'Autorité palestinienne était le changement de rapport de forces entre les grandes puissances impérialistes et les plus importants pays émergents et pays arabes et non une percée de la lutte tenace du peuple palestinien. La clef de toute cette affaire, c'est l'affaiblissement économique, financier et militaire des ÉU (et de son allié canadien) suite à la crise économique, à l'enlèvement afghan et iraquien et au printemps arabe.

Même si on ne peut que se réjouir de cet affaiblissement, il n'est nullement évident, pour les raisons qu'explique la déclaration de PAJU, que la cause palestinienne s'en trouve automatiquement renforcée. C'est plutôt la capitularde et corrompue Autorité palestinienne qui l'est dans l'immédiat, ce qui pourrait lui donner la crédibilité pour faire avaler des couleuvres au peuple palestinien si celui-ci ne réagissait pas. Somme toute, comme le conclue la déclaration de PAJU et aussi l'appel renouvelé des organisations de la bande de Gaza, aussi reproduite ci-après, ce qui compte c'est le renforcement de la campagne BDS et un retour de la flottille pour percer le blocus.

Marc Bonhomme, 12 octobre 2011

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com

Note : Mandaté par l'assemblée générale de PAJU, elle-même alertée par une intervention bien sentie de son nouveau vice-président d'origine palestinienne, j'ai été le principal rédacteur de la déclaration.

PAJU n'approuve ni ne désapprouve la demande d'admission de la Palestine à l'ONU adressée par l'Autorité Palestinienne

PAJU est conscient qu'Israël, les États-Unis, le Canada et quelques autres États s'opposent à cette requête de l'Autorité Palestinienne. En cas de veto étasunien au Conseil de Sécurité de l'ONU, ce qui semble avéré, l'Autorité Palestinienne pourrait soumettre directement une résolution à l'Assemblée Générale et ainsi élever le statut d'observateur de la Palestine à celui d'État non membre. PAJU dénonce en premier lieu les positions étasunienne et canadienne fondées sur un aveuglement volontaire et unilatéral face à l'apartheid israélien et ce, malgré les nombreuses violations du droit international perpétrées par Israël.

Cependant, PAJU est également conscient que cette demande de reconnaissance comporte le risque de voir l'Autorité Palestinienne se substituer à l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) en tant que porte-parole du peuple palestinien au sein des Nations unies. Cette possibilité, qui n'est pas à sous-estimer, donne lieu à d'intenses débats au sein même de la communauté palestinienne, tant en Palestine qu'ici au Québec, d'où notre position.

En effet, cette substitution pourrait avoir pour effet de marginaliser la question du droit au retour des réfugiés palestiniens, plus nombreux-ses que les habitants des Territoires occupés, et ceux des Palestiniens citoyens (de seconde zone) de l'État d'Israël. Deuxièmement, elle pourrait aussi donner du crédit et un nouveau statut, aux dépens de l'OLP, à une Autorité mal élue, en mal de réélection et très contestée à l'intérieur même des Territoires occupés. Enfin, elle pourrait également contribuer à reconnaître internationalement des frontières qui reposeraient davantage sur les rapports de forces actuels défavorables, plutôt que sur le droit international et les droits des peuples. Une éventuelle admission, complète ou partielle, pourrait aussi être un prétexte pour reprendre des négociations prétendument sur une base égalitaire mais en cessant de réclamer

l'arrêt de la colonisation, raison première de la non-viabilité d'un État réel qui serait établi sur la « ligne verte » de 1967.

La décision prise par le gouvernement Netanyahu de construire davantage d'unités de logements à Jérusalem Est, c'est la réponse d'Israël à la demande présentée par Mahmoud Abbas. Elle sonne aussi le glas mettant fin à la comédie du faux processus de paix et le déclin de l'axe israélo-américain. Ne serait-ce aussi la fin de la notion de deux États et la renaissance de la notion d'un seul État binational?

Pour toutes ces raisons et en solidarité avec le peuple palestinien, PAJU n'approuve ni ne désapprouve la demande d'admission de la Palestine à l'ONU par l'Autorité Palestinienne. Cette position ne signifie aucunement une neutralité de notre part relativement à la domination de la Palestine par Israël soutenue par les É.-U., le Canada et d'autres puissances. Depuis dix ans, PAJU soutient ardemment les droits fondamentaux du peuple palestinien, et réclame :

- La fin de l'occupation de la Cisjordanie et la fin du blocus de la bande de Gaza
- La fin de la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem
- Le droit de retour des réfugié-e-s (et de leurs descendant-e-s) résultant principalement des guerres de conquête de 1947/48 et de 1967
- La reconnaissance de Jérusalem Est comme capitale d'un État palestinien
- Le démantèlement du mur de la honte autour (et à l'intérieur) de la Cisjordanie
- La pleine citoyenneté pour les Palestiniens-ne-s résidant en Israël

Comme moyens d'action, PAJU participe à la campagne internationale, canadienne et québécoise de BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) en organisant deux manifestations hebdomadaires à Montréal, l'une pour le boycott des librairies Chapters/Indigo, dont les propriétaires subventionnent l'incorporation de juifs non israéliens à l'armée israélienne, l'autre contre le magasin Naot, entreprise israélienne fabriquant des souliers dans les Territoires occupés.

Pour information :

- Bruce Katz (514) 582-1642 (français)
 - Chadi Marouf (514) 961-5238 (anglais)
-

N'oubliez pas Gaza De nos côtes, nous attendons vos bateaux

Nous, les Palestiniens et Palestiniennes de la bande Gaza, appelons au monde entier : assez d'inaction, assez de discussion, assez d'attente. Il faut maintenant mettre un terme au blocus illégal de la bande de Gaza. Alors que toute l'attention est tournée vers le vote aux Nations Unies pour la reconnaissance de l'État palestinien, il ne faut pas oublier que pendant ce temps, le blocus et la souffrance ont toujours cours dans la bande de Gaza.

Peu après les élections démocratiques de 2006 qui ont été supervisées par des personnes et des organes de la communauté internationale, des États, qui auparavant soutenaient les organisations d'aide humanitaire et les organisations culturelles à Gaza, ont soudainement retiré leur appui. Au milieu de 2007, nos frontières, contrôlées par Israël et l'Égypte ont été complètement fermées, nous emprisonnant ainsi à Gaza et empêchant toute importation ou exportation de biens.

Du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009, Israël a lancé une attaque sanglante sur Gaza, tuant plus de 1400 Palestiniens et Palestiniennes, dont la vaste majorité était des civils innocents, incluant près de 400 enfants. Cette attaque a également détruit des milliers de maisons, d'entreprises et d'usines, elle a détruit des universités, des écoles, des hôpitaux, des cliniques

médicales et une grande partie des infrastructures sanitaires et de distribution d'eau.

Aujourd'hui, près de trois ans après cette attaque israélienne, à peu près aucune maison ou immeuble n'a été reconstruit. Nos systèmes d'assainissement et d'égouts sont plus mal-en-point que jamais, les déchets sont jetés à la mer -faute d'installations adéquates pour en disposer- contaminant ainsi les sources d'eau potable et les poissons que nous sommes forcés de consommer puisque les pêcheurs ne peuvent pêcher au-delà de trois milles marins, à défaut de quoi, ils s'exposent à des tirs de la marine israélienne.

Nos agriculteurs sont également la cible de tirs israéliens. Lorsqu'ils s'approchent trop près de la frontière, ils sont mutilés et tués par des soldats israéliens. Ces menaces les empêchent de travailler et de cultiver leurs terres, ce qui nous prive d'importantes quantités de nourriture et de vitamines. Les carences nutritionnelles et la malnutrition continuent d'augmenter, affectant particulièrement la croissance de nos enfants et leur capacité d'étudier. Notre économie est gravement minée par un manque d'usines fonctionnelles et d'électricité. Nos étudiants et étudiantes n'ont pratiquement aucune chance d'aller étudier à l'étranger, même s'ils bénéficient de bourses d'études et d'une acceptation formelle de l'Université, et ce, parce que tant les Israéliens qui contrôlent le passage d'Erez que les Égyptiens qui contrôlent celui de Rafah (qui a été plus souvent fermé qu'ouvert) leur refusent le passage.

Depuis 2005, plus de 170 organisations palestiniennes ont appelé à appuyer la campagne de Boycott désinvestissement et sanctions afin de contraindre Israël à respecter le droit international. Depuis 2003, les Palestiniens et Palestiniennes se rencontrent à chaque semaine dans les villages occupés de la Cisjordanie et de Jérusalem Est pour protester contre la politique israélienne d'occupation.

Les différentes et créatives initiatives civiles comme les bateaux du mouvement Free Gaza qui ont réussi cinq fois à briser le blocus israélien, la Marche pour la liberté, la Flottille de la liberté et les nombreux convois terrestres ne doivent jamais cesser si nous voulons briser le blocus. Ces initiatives permettent en effet de mettre au jour l'inhumaine prison à ciel ouvert dans laquelle sont enfermés 1,5 million de Gazaouis.

Le 2 décembre 2010, 22 organisations internationales incluant Amnistie internationale, Oxfam, Save the Children, Christian Aid et Aide médicale pour la Palestine ont produit un rapport intitulé « Dashed Hopes, Continuation of the Gaza Blockade » et réclamé une action internationale visant à forcer Israël à lever inconditionnellement le blocus. Comme le dit le rapport, malgré les allégations « d'assouplissement » du blocus en juin 2010, les Palestiniens et Palestiniennes de Gaza ont toujours les mêmes conditions de vie désastreuses. Human Rights Watch a d'ailleurs publié un rapport : « Separate and Unequal » qui décrit la politique israélienne comme une politique d'apartheid, faisant ainsi écho à ce que dénoncent des militants sud-africains anti-apartheid.

Nous invitons les citoyens du monde entier à s'opposer à ce blocus moyen-âgeux qui tue à petit feu. Le refus des gouvernements et des instances internationales de condamner les crimes d'Israël équivaut à de la complicité. La société civile doit se mobiliser afin d'exiger l'application du droit international et un terme à l'impunité d'Israël. Rappelons que cette même société civile a joué un rôle clé à la fin des années '80 pour mettre un terme au régime d'apartheid en place en Afrique du sud. Nelson Mandela et l'archevêque Desmond Tutu ne se sont pas contentés de décrire l'oppression violente dont est victime le peuple palestinien comme étant une situation d'apartheid, ils ont également appelé la société civile à intervenir pour y mettre un terme, comme elle l'a fait dans le passé pour l'Afrique du Sud.

Nous appelons donc les nations et les citoyens de ce monde à continuer et/ou à initier des projets pour voguer à Gaza afin de défier et de briser le blocus israélien. Les initiatives de la société civile, comme celles de la Flottille de la liberté, ont pour objectif d'apporter justice et solidarité aux Palestiniens et Palestiniennes alors que vos gouvernements préfèrent fermer les yeux. Nous appelons le mouvement de Flottille à poursuivre ses efforts pour naviguer vers Gaza tant et aussi longtemps que le blocus ne sera pas complètement levé et que nous, Palestiniens et Palestiniennes

de Gaza, ne verront pas l'ensemble de nos droits humains être respectés dont notamment, celui de pouvoir enfin circuler librement.

Signé par :

University Teachers' Association
Palestinian Nongovernmental Organizations Network
Al-Aqsa University
Palestine Red Crescent Society in Gaza
General Union of Youth Entities
Arab Cultural Forum
General Union for Health Services Workers
General Union for Public Services Workers
General Union for Petrochemical and Gas Workers
General Union for Agricultural Workers
Union of Women's Work Committees
Union of Synergies—Women Unit
Union of Palestinian Women Committees
Women's Studies Society
Working Woman's Society
Palestinian Students' Campaign for the Academic Boycott of Israel
One Democratic State Group
Palestinian Youth against Apartheid
Association of Al-Quds Bank for Culture and Info
Palestine Sailing Federation
Palestinian Association for Fishing and Maritime
Palestinian Women Committees
Progressive Students Union
Medical Relief Society
The General Society for Rehabilitation
Afaq Jadeeda Cultural Centre for Women and Children
Deir Al-Balah Cultural Centre for Women and Children
Maghazi Cultural Centre for Children
Al-Sahel Centre for Women and Youth
Ghassan Kanfani Kindergartens
Rachel Corrie Centre, Rafah
Rafah Olympia City Sisters
Al Awda Centre,
Rafah Al Awda Hospital,
Jabaliya Camp Ajyal Association,
GazaGeneral Union of Palestinian Syndicates
Al Karmel Centre,
Nuseirat Local Initiative,
Beit Hanoun Union of Health Work Committees
Red Crescent Society Gaza Strip
Beit Lahiya Cultural Centre
Al Awda Centre, Rafah
Al-Quds Bank for Culture and Information Society
women section -union of Palestinian workers syndicate
Middle East Childrens' Alliance -Gaza
Local Initiative -Beit Hanoun